DEPARTEMENT DES LANDES
COMMUNE
D'YGOS SAINT SATURNIN

Nombre de conseillers en
fonction :

11

Nombre de conseillers
présents :

07

Nombre de votants :

08

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-six septembre, à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal d'Ygos-St-Saturnin, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses réunions, sous la présidence de Monsieur Jean Pierre REMY, Maire.

Membres présents : M. REMY Jean Pierre, Maire, M. DAUBAS Nicolas, adjoint, Mme CELIA Yvette, adjointe, Mme GUILLOT Muriel, Mme DUVIGNAU Monique, Mme TASTET Nadège, Mme DUCASSOU Catherine,

Etaients excusés : M. SORET Julien donne pouvoir à Mme CELIA
Mme ROSE Pauline, M. BACHE Frédéric, M. POUDEX Jean-Alexandre,

Date de convocation : vendredi 20 septembre 2024

Secrétaire de séance : Muriel Guillot

Ordre du jour :

DCM 00	Approbation de l'ordre du jour.
DCM 0	Approbation du Procès-Verbal 18 juillet 2024.
DCM 01	Approbation du rapport Eau 2023. (Reporté)
DCM 02	Approbation du rapport Assainissement 2023. (Reporté)
DCM 03	Prix de l'eau 2025.
DCM 04	Décision modificative 01/2024 budget de la Commune.
DCM 05	Décision modificative 02/2024 budget de la Commune. (Annulé)
DCM 06	Admission en non-valeur des créances minimales des exercices 2022 à 2024
DCM 07	Désaffectation d'une partie de la Voie Communale.
DCM 08	Motion pour la défense d'un service public de la santé de qualité.
DCM 09	Location chapiteau communal pour extérieur Ygos. (Annulé)

L'ordre du jour est accepté et voté à l'unanimité.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 18 JUILLET 2024.

Après délibération,
A l'unanimité des membres présents et représentés
Le Conseil Municipal

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 18 juillet 2024.

DCM 2024/09/26//01

OBJET : APPROBATION DU RAPPORT EAU 2023. REPORTE

DCM 2024/09/26//02

OBJET : APPROBATION RAPPORT ASSAINISSEMENT 2023. REPORTE

DCM 2024/09/26//03
OBJET : PRIX DE L'EAU 2025.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de déterminer le montant de la part communale dans le prix de l'eau, pour l'année 2025.

**Après délibération,
A l'unanimité des membres présents et représentés**

DECIDE d'augmenter la part proportionnelle et la part fixe de la commune de 2%
Le prix de l'eau pour 2024 sera fixé de la façon suivante :

Part proportionnelle

Redevance eau : **tarif 2024 : 0.4942 €** **tarif 2025 : 0,5041 €**
Redevance assainissement : **tarif 2024 : 0.4488 €** **tarif 2025 : 0,4578 €**

Part fixe

Redevance eau : **tarif 2024 : 43.5158 €** **tarif 2025 : 44,3861 €**
Redevance assainissement : **tarif 2024 : 32.6904 €** **tarif 2025 : 33,3442 €**

DCM 2024/09/26//04
OBJET : DECISION MODIFICATIVE 01/2024 BUDGET DE LA COMMUNE.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU la délibération n°3 du 11 avril 2024 adoptant le Budget Primitif pour l'année 2024,
CONSIDERANT qu'il convient donc, tel que présenté ci-après, d'ajuster les inscriptions budgétaires du budget M57, pour frais d'études supplémentaires et d'écriture d'ordre budgétaire,
CONSIDERANT que cette modification ne bouleverse pas l'équilibre du budget,

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D I 20 2031 OPNI	30 000,00		études Plan de référence
D I 23 2313 203 /01		30 000,00	Réduction enveloppe travaux

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Recettes :	Ouvertures		
	Réductions		
Equilibre :	Ouv. - Red.		

EQUILIBRE	
Solde Ouvertures	30 000,00
Solde Réductions	30 000,00
Ouv. - Réd.	

**Après délibération,
A l'unanimité des membres présents et représentés**
APPROUVE la décision modificative n°1/2024 Budget M57 de la commune présentée ci-dessus

DCM 2024/09/26//05
OBJET : DECISION MODIFICATIVE 02/2024 BUDGET DE LA COMMUNE. ANNULÉ

DCM 2024/09/26//06
OBJET : ADMISSION EN NON- VALEUR DES CREANCES MINIMES

Monsieur le Maire expose que Monsieur le Comptable Publique a transmis une liste de créances minimales.

Cette situation intervient lorsqu'une décision extérieure prononce l'irrecouvrabilité, qui s'impose alors à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par la comptable.

Elles constituent donc une charge budgétaire définitive et doivent être constatées par l'Assemblée, selon la liste ci-dessous.

Exercice pièce	Référence de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2023	T-144		2,8	RAR inférieur seuil poursuite
2023	T-81		2,8	RAR inférieur seuil poursuite
2022	T-656		3,5	RAR inférieur seuil poursuite
2023	T-1134		5	RAR inférieur seuil poursuite
2024	T-62		6	RAR inférieur seuil poursuite
2023	T-99		8,4	RAR inférieur seuil poursuite
2023	T-391		0,04	RAR inférieur seuil poursuite
		TOTAL	28,54	

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des produits irrécouvrables dressé par la Comptable Publique de Parentis-en-Born,

Considérant que toutes les opérations visant à recouvrer des créances ont été diligentées par le Comptable publique de Parentis-en-Born dans les délais légaux,

Considérant qu'il est désormais certain que ces créances ne peuvent plus faire l'objet d'un recouvrement en raison des motifs évoqués par la Comptable publique,

**Après délibération,
A l'unanimité des membres présents et représentés**

ADMET en non-valeur les créances irrécouvrables et éteintes mentionnées ci-dessus,

INSCRIT les crédits nécessaires au budget de l'exercice en cours, à l'article 6541 prévu à cet effet.

DCM 2024/09/26//07

OBJET : DESAFFECTATION D'UNE PARTIE DE LA VOIE COMMUNALE DENOMMEE « ROUTE DE LABASTIDE » EN VUE DE LA REGULARISATION DE SON EMPRISE AU DROIT DES PARCELLES SECTION F N° 475, 476, 501, 502, 504, 505, 506, 509

Suite à la remarque de M. HERRAN auprès M. le Maire, il apparaît que l'emprise cadastrale de la Route de Labastide présente une incohérence avec son tracé réel (Cf. plan parcellaire dressé par le Cabinet DUNE, Géomètre-Expert à YGOS-SAINT-SATURNIN).

Aussi, pour régulariser cette situation, il convient de procéder, dans un premier temps, à la désaffectation de la voie communale dépendante aujourd'hui du Domaine public communal, en vue de son intégration future dans le Domaine privé communal, conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière.

Pour que ce déclassement puisse être effectif, il convient de prononcer en premier lieu sa désaffectation

**Après délibération,
A l'unanimité des membres présents et représentés**

- De valider le principe de régularisation de l'emprise de la portion de voie communale.
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces nécessaires à l'élaboration de la procédure de déclassement.

DCM 2024/09/26//08

OBJET : POUR LA DEFENSE D'UN SERVICE PUBLIC DE LA SANTE DE QUALITE

Motion sur l'hôpital de Dax et la défense du service public de la santé

Les récentes annonces concernant un plan de redressement pour l'hôpital de Dax sont particulièrement préoccupantes pour toutes les Landaises et tous les Landais.

Il a été annoncé aux partenaires sociaux la suppression de 40 emplois équivalent temps plein au total, à savoir personnels médicaux, paramédicaux et administratifs, dans un contexte d'accroissement d'activité sur un territoire qui connaît un dynamisme démographique important.

Ceci va se concrétiser, aussi, par la fermeture de 10 lits en court séjour gériatrique, 14 en SMR, 4 en orthopédie et traumatologie, 7 cardiologie et pneumologie.

Comment ne pas voir dans ce plan de redressement un risque pour les patients ou futurs patients de l'hôpital de Dax ? S'agissant d'un plan pluriannuel, d'autres décisions sont-elles à envisager ?

La situation de l'hôpital de Dax est un exemple de plus de la dégradation constatée et certaine de la situation l'hôpital public en France. L'hôpital public n'est plus doté des moyens financiers et organisationnels suffisants pour assurer son rôle de service public de la santé.

La réorganisation en l'état de l'hôpital de Dax aura un impact négatif sur l'ensemble du dispositif d'accès au soin du département et au-delà.

Ce constat que nous dénonçons, conduit à demander à l'Etat de prendre ses responsabilités pour restaurer les fondements mêmes du service public, à savoir, l'égalité d'accès aux soins et une prise en charge de qualité pour tous sur tout le territoire-des Landes

Ceci sera lourd de conséquences pour les patients et leurs familles qui seront pénalisés dans l'accès à des soins de qualité, les professionnels qui verront leurs conditions de travail se dégrader, mais aussi, sur l'ensemble des acteurs prenant en charge des personnes vulnérables du fait de maladies, d'handicaps ou simplement confrontées au vieillissement.

Par la motion aux finalités ci-dessus exposées, les collectivités territoriales exigent de l'État et de l'ARS que :

- le plan de redressement pour le centre Hospitalier de la Côte d'Argent soit annulé
 - une trajectoire d'avenir pérenne pour l'hôpital de Dax soit construite dans le dialogue social avec l'ensemble des acteurs de l'hôpital. Cette trajectoire doit se traduire par l'allocation de moyens humains techniques et financiers en adéquation avec l'évolution démographique du territoire et de l'état de santé de la population, pour garantir l'accès à un service public de santé performant, afin de répondre aux attentes et besoins des usagers, des professionnels de santé, des agents des établissements médicaux et des collectivités territoriales.
- Une réflexion prospective sur le service public de la santé à l'échelle du département soit menée

**Après délibération,
A l'unanimité des membres présents et représentés
Approuve cette motion**

DCM 2024/09/26//09

OBJET : LOCATION DU CHAPITEAU DE LA COMMUNE. ANNULÉ

QUESTIONS DIVERSES :

Tour de table :

Yvette Célia : Le feu tricolore micro-régulé en face de l'école sera installé début de la semaine prochaine.

Des panneaux 30 à l'heure seront installés à l'usine Beyria ainsi qu'un passage piéton.

Lundi 30 septembre, au parking de l'école, seront installées deux bornes électriques par le Sydec.

Nadège Tastet : RAS

Muriel Guillot : 2 nouvelles directrices sur le RPI. Laura SAUVAGE à Ousse et Sylvie LAIGLE à Arengosse.

La rentrée 2024 s'est bien passée.

Charlie LUCAS a repris la direction du centre de loisirs Malyss.

Nous avons reçu un mail de Mr Jean-François BINON (héraldiste amateur), originaire de l'allier qui nous propose de réaliser gratuitement un blason suivant les caractéristiques de la commune. A étudier.

Monique Duvignau : RAS

Catherine Ducassou : RAS

Nicolas Daubas : Départ du Docteur Lachgar. Voir avec l'ARS ou d'autres organismes.

Mr le Maire prend la parole :

Maison de santé : La subvention de 216 000 € attribuée à l'époque par le FEDER est remise en question si nous ne pouvons pas fournir les documents manquants de 2014.

Micro-crèche : Les travaux de réparation de fissure et de peinture ont été faits en août. Tout est parfait. En revanche, il faudrait repeindre les volets.

Prochain conseil : 24/10/2024 avec la présence de Mr BAYLAC pour présenter les actions de la Communauté des Communes de 2023.

Fin de séance : 19h37

Le Maire,
Jean-Pierre REMY

La Secrétaire,
Muriel Guillot